

LA TOUR MONDE

TEXTES DE PRESENTATION

exposition & tables rondes



Exorde

Nous les humains sommes apparus et nous sommes développés sur la troisième planète du système solaire. La Terre qui nous héberge est dans l'état actuel des connaissances la seule planète connue à abriter des êtres humains et probablement la seule à abriter la vie.

Les conditions qui ont rendu la vie possible, et notamment la nôtre, sont nombreuses : une régulation équilibrée du climat grâce à l'effet de serre, de l'eau en grande quantité, tant salée que douce, et d'immenses ressources naturelles minérales, végétales et animales.

Ce patrimoine nous est commun.

Déjà la croissance de notre nombre nous met en demeure d'harmoniser notre art de valoriser les ressources avec celui-ci.

Puis le temps est venu où notre activité met en en péril les conditions nécessaires à la vie.

Michel Rocard



The Day of the Nation



L'horreur toute en beauté

Sacha Goldman

Les majestueuses Tours de Babel, œuvres sorties de l'imagination de Du Zhenjun, s'élèvent telles une annonce de ce qui arrive : l'horreur dans toute sa beauté. Ces visuels sont juxtaposés à des textes qui fonctionnent comme leur contrepoint rigoureux, leur donnant un sens spécifique. Ainsi deux signes complexes, mis côte à côte, donnent existence à un troisième signe, mental celui-ci, qui opère par synthèse.

La vraie sagesse naît de juxtapositions intuitives, desquelles émane la ruse de la raison. Eisenstein appliquait à sa méthode cinématographique la formule géniale de "montage d'attractions", juxtaposition d'une image à une autre image, ou à un son, ou encore à un texte. Cette dialectique est à la base de toute expression artistique.

Quand ces liens entre les signes se déferrent et s'émiettent, toute possibilité de communication disparaît. C'est justement le sens du mythe de Babel, qui est d'actualité aujourd'hui plus que jamais, menaçant le monde globalisé d'une irréparable fractalisation.

L'architecture des Tours de Du Zhenjun est faite sur les charpentes des rêves. Philosophe Zhuangzi ne savait plus s'il a rêvé qu'il était un papillon ou c'est, après son réveille, le papillon qui rêve d'être Zhuangzi. Du Zhenjun dit : "Quand le faux est vrai, le vrai est faux. Quand le vrai est faux, le faux est vrai". Est-ce-que ces tours sont brodées des fils de ses rêves ou ne sont-elles pas la vérité d'un monde à venir.



La chute de la Tour-Monde

Michel Rocard

entretien avec Sacha Goldman à l'occasion de l'exposition des Tours de Babel

Sacha Goldman : Les multiples crises qui frappent aujourd'hui le monde font planer des dangers toujours plus grands. L'angoisse collective de l'humanité se noie dans un spleen de « fin du monde », et les mécanismes de régulation internationaux semblent impuissants.

Michel Rocard : Ce sont des phénomènes complexes et très inquiétants. En face de cette série de menaces nouvelles, on constate une absence de tout levier institutionnel satisfaisant pour provoquer ou prendre des décisions. Le pouvoir d'intervention à l'échelle mondiale, notamment celui des Nations Unies, est paralysé par le statut des états souverains, structure qui ne peut répondre à aucune des questions d'ordre global.

SG : On ne peut que constater l'échec successif de toutes les tentatives de déblocage de cette situation.

MR : Toutes les négociations internationales engagées au titre du XXI^e siècle ont en effet échoué.

Pour ce qui est des négociations de l'Organisation mondiale du Commerce, dite « cycle de Doha », nous en sommes au cinquième échec. Le processus de paix au Proche-Orient, esquissé à Oslo, a connu une détérioration méthodique et quasi définitive. Les présidents des plus grandes puissances ont formulé par deux fois la vision d'un monde débarrassé de l'arme nucléaire. Ce rêve, pour lequel Barak Obama a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la paix en 2009, est un échec total. Copenhague et Cancun, grandes conférences sur le réchauffement, ont eu du mal à amorcer l'espoir auquel le monde tenait.

SG : Souscrivez-vous à l'opinion apparemment partagée qui charge l'ONU de la responsabilité de ces échecs ?

MR : Le plus souvent l'ONU n'est que le « tour opérateur », organisateur et fournisseur de l'infrastructure. Ces conférences sont souhaitées par les grandes nations, qui exigent le consensus. Ce n'est pas le système de décision de la Charte de l'ONU. Ce sont l'inculture et l'inconscience de l'écrasante majorité des décisionnaires politiques qui sont responsables de l'absence de réponse à la nécessité d'une gouvernance mondiale dans les débats politiques actuels.

Soumettre à l'opinion publique mondiale le constat des responsabilités de chaque gouvernement devient un impératif. L'absolutisme des ces souverainetés, pouvant

aller jusqu'à bloquer tout progrès de l'universel pour protéger un intérêt national, est désormais inadmissible. Le temps est venu de limiter la souveraineté des États.

SG : La gouvernance mondiale est appliquée uniquement dans des régulations du système financier, sans tenir compte d'autres paramètres déterminants.

MR : Le système financier mondial est soumis dans son ensemble à une crise d'instabilité. Insolvabilité croissante des dettes publiques, avec, en 20 ans, une montée absolument vertigineuse du chômage, de la précarité et même de la pauvreté – c'est-à-dire, les exclus du marché du travail, qui ne sont ni chômeurs, ni mêmes précaires –, tout cela touchant maintenant environ 30 % de la population des pays développés. Aucun gouvernement n'a les moyens de faire face à une telle situation. Aucune bataille internationale n'a été engagée afin de régler ce problème. L'inquiétude qui en découle se traduit par le rejet du politique. Et cette caractéristique est aveuglante en Europe. Désormais, dans tout pays où à quelque occasion que ce soit, il y a référendum sur un aspect de l'évolution européenne, la réponse est non ! Ce rejet de l'action politique est, dans le même temps, un refus de la coordination internationale, une tentation de repli national. Ce n'est pas pour rien qu'a lieu, dans de nombreux pays – Belgique, Autriche, Hongrie entre autres –, une montée des forces d'extrême droite. Dans toute cette affaire, je ne suis pas sûr que l'on puisse parler d'une mise en cause délibérée et voulue du système de décision politique. Je crois plutôt que nous sommes dans une forme de dégradation globale. Les forces traditionnelles, syndicales notamment, sont en complète perte de vitesse, et la même chose est vraie des partis politiques. Derrière tout cela, il y a une très grande diversité de problèmes. Mais, quel que soit le facteur que l'on observe, on découvre que le problème le plus immédiat entre l'opinion de base et les structures collectives, politiques ou non, c'est l'incompréhension.

SG : La crise étant bien ancrée, elle s'installe. Le risque de redondance pèse, mais l'on s'y habitue. On ne distingue même plus ses progressions.

MR : Le mot « crise » provient, entre autres, du vocabulaire médical. Dans toute maladie survient, après une montée initiale du mal, un moment décisif. Le terme décrit une anomalie supposée temporaire. Or, cela n'a rien à voir avec ce qui nous occupe, à savoir des évolutions progressives, irréversibles, irrépressibles. Dans notre cas, rien ne peut plus être comme avant. Les situations qui se créent sont totalement nouvelles, et doivent être traitées avec d'autres méthodes, d'autres paradigmes, d'autres institutions.

SG : De plus, si l'on rentre dans le détail, le terme de « crise globale » recouvre plusieurs réalités de crises interdépendantes.

MR : Nous l'avons dit, en 25 ans tous les pays développés sont passés du plein emploi à une détérioration significative du marché du travail. Aujourd'hui, 30 % de nos populations sont condamnées au chômage, ou pire, à la précarité et à la

pauvreté. Deuxièmement, nous avons, au milieu de tout cela, une entrée dans la folie financière, une création de liquidités insensées échappant à tout contrôle. Il ne faut pas oublier que de 1945 à 1975, il n'y a eu aucune crise financière collective. Seules quelques retentissantes faillites nationales, en Turquie, au Brésil, au Mexique... Toutes traitées, cautérisées, résolues localement, sans atteinte aux économies voisines. La nouveauté, c'est que depuis les années 1990, nous avons une très grande crise financière au moins régionale, sinon mondiale, tous les 4 ou 5 ans. Et nous sommes sous la menace d'une crise plus grande encore, puisque la masse mondiale des liquidités, de l'argent qui circule, se compte en 800 T – il faut retenir ce symbole du T, qui veut dire trillion. 800 mille milliards de dollars, en attente de placement. Les milliards de transactions que permettent ces liquidités financières sont pour 2 % utilisée en paiements d'exportation, d'importation, d'échanges de services, d'économie réelle. Et 98 % – le chiffre provient de la banque des règlements internationaux – pour des placements sur les marchés financiers, hors de toute relation avec l'économie réelle. À mes yeux, ce deuxième point, très grave en terme de menace potentielle, n'a pas de corrélation directe avec le premier, celui du chômage et de la précarité, celui de la désorganisation générale du marché du travail.

Troisièmement, il y a cette évolution dramatique, qu'on appelle la « crise de la dette souveraine ». La plupart des états développés ont renoncé depuis longtemps à se financer sans intérêts auprès de leur banque centrale – ce que la France faisait jusqu'en 1974. Tous nos états se sont donc affaiblis pour maintenir la dépense publique nécessaire à la croissance efficace : budget sans équilibre, avec un endettement croissant. Au-delà de la peur qu'un défaut de paiement d'un état souverain ne contribue à faire passer les difficultés résultantes du monde de la finance à l'économie réelle, ce dont on a peur, dans la crise d'une dette souveraine, c'est d'une tornade boursière de rage de précaution qui casserait même la croissance et aggraverait le chômage. Il n'y a pas de rapport direct entre ce troisième élément et les deux premiers, chacun relevant de mesures distinctes, et relativement nouvelles. Nous sommes complètement en dehors de ce que l'on connaissait depuis un demi siècle, et de ce qu'on savait faire.

Et puis, quatrième élément, au milieu de tout cela, progressivement, le monde prend conscience d'un tout autre risque, infiniment plus grave, qui s'appelle le réchauffement climatique. Ce phénomène est terrifiant car c'est une mise en cause des conditions nécessaires à la vie sur la planète. Il n'existe pas de réponse nationale à ce problème qui nécessite un traitement collectif. Pour ces quatre drames, désormais liés, nous ne disposons d'aucun diagnostic scientifique sérieux d'où découlerait un traitement reconnu consensuel et efficace.

SG : N'y a-t-il pas là, à nouveau, un constat du défaut de communication entre des instances exécutives des états, un dysfonctionnement au sein des instances inter-gouvernementales ?

MR : J'aurais tendance à refuser une incrimination unique. Tout commence par le fait que l'opinion publique devrait savoir. Bien informée, elle accepterait mieux la dureté de certaines mesures et admettrait la nécessité d'une coopération

internationale pour leur mise en œuvre. Un travail de recherche reste encore à conduire, à condition que penseurs et économistes soient efficaces et sans pitié dans la démolition des blocages de la réflexion, des dogmatismes et des rigidités qui nous ont amené à cette situation.

SG : C'est justement là où l'on passe des crises « de terrain » à la « crise de la pensée », une crise qui est le socle des crises. C'est cette crise originelle qui requiert toute notre attention.

MR : La compréhension de ces phénomènes, d'abord par les élites, ensuite par l'opinion publique, rencontre des obstacles lourds. Le premier est que notre façon de communiquer les uns avec les autres, à l'échelle mondiale, a complètement changé. C'est au point qu'aujourd'hui, les stéréotypes nationaux, les passions collectives comme les champs de réflexion, sont déterminés par l'image, par la télévision, et plus du tout par l'écrit. Cela entraîne des conséquences qu'il faut nommer. Il faut les mesurer et obtenir l'accord des acteurs de ces systèmes pour tenter de les corriger. Cependant, il faut d'abord comprendre. L'image va si vite, parle si fort, qu'elle efface toute autre préoccupation. Ce qui nous arrive par l'image est fugace et ne prend de l'importance que s'il est porteur d'émotion, de renvoi à de la tension ou à de l'accident. Donc à de l'immédiateté. La télévision refuse le temps long, n'étant même pas capable de l'évoquer. Or, qui dit temps long, dit explication, tant pour comprendre le passé que pour se projeter dans l'avenir. Sa disparition est le vrai coupable du repli sectoriel de nos universités, de nos spécialisations, chacun dans son savoir local et, donc, de disparition de la compréhension mutuelle. Et la presse écrite, un de nos systèmes d'information, n'a pas su jouer le rôle de contrepoids. Elle n'a fait que suivre. Il lui arrive même d'amplifier le péril de l'immédiateté. Au delà du temps long, ce qui est en voie de disparition, c'est la considération de la complexité, de la dimension systémique du réel et de ses interdépendances. C'est là une crise de la pensée, elle aussi terrifiante.

SG : Elle paraît bien dangereuse.

MR : Mortelle ! Une analyse de la dégradation de la pensée, et même du langage, reste à faire. La thèse est la suivante : l'appauvrissement de la langue est une dégénération de la civilisation. Il brise tous les réflexes. Cela appelle à une bataille pour l'écrit, une incitation à protéger l'école. Et il n'est pas certain qu'Internet et les nouvelles technologies de communication soient des réponses possible. Ce sont des moyens de communication omnipotents, mais sans vérification

d'authenticité et de véracité, également demandeurs de brièveté. Avec Internet, les SMS, et

autres tweets, on assiste à la sécurité internationale était identifiée à des situations de risques de violence armée. Je pose sérieusement la question de savoir si le moment n'est pas venu d'obtenir que le réchauffement climatique soit considéré comme une menace pour la sécurité internationale. Les excès de la spéculation financière, les risques évidents soulevés par des marchés, qui n'ont ni contrôle ni contrepoids, ne doivent-ils pas aussi faire l'objet de ce genre de désignation ? Si on y arrive, on mobilise un appareil international capable de décider, et même habilité à le faire. On ne peut pas se débarrasser de l'ONU, on ne peut partir que de ce qui existe déjà.

SG : Cela nous amène à envisager la nécessité incontournable d'une gouvernance mondiale, l'éventualité de créer un débat structuré, constructif, impliquant les exécutifs des grands pays. Ce qu'ils évitent jusqu'ici.

MR : Il est grand temps de parler de la gouvernance mondiale, après que l'humanité ait connu 10 000 guerres sur ses 6000 ans d'histoire. J'ai d'ailleurs transmis au Secrétaire général des Nations Unies un Appel en ce sens, créé avec les membres du *Collegium International*, et publié récemment*. Au point où nous en sommes, il faut d'abord tout essayer. Je crois urgent de passer à des travaux pratiques de gouvernance, problème par problème ; des traités, en quelque sorte, avec des mesures d'exécution obligatoires et contrôlées. Il faudrait tenir compte de la dimension systémique de la crise, de l'enchevêtrement de ses divers facteurs : la finance avec le réchauffement climatique, le réchauffement climatique avec la régulation du marché du travail, la santé, la bio-diversité, la dépendance ... Il faut encadrer la décision politique par des contraintes acceptées parce qu'on ne peut pas faire autrement, tant les causes sont évidentes. La paralysie du monde résulte de ce qu'il y a 193 souverainetés nationales. Le concept de souveraineté nationale a rendu d'éminents services à la paix, à la stabilité, à la pensée, au perfectionnement des lettres et des arts. Mais je voudrais poser à mes amis intellectuels la question de savoir si le temps n'est pas venu d'entreprendre, méthodiquement, profondément, sérieusement et sans pitié, la critique résolue de la nocivité actuelle de ce concept. Car c'est en son nom que l'on résistera à une extension des pouvoirs de la CPI, de même qu'à toute décision multinationale ou mondiale du Conseil de Sécurité. Bien sûr, ce n'est pas la souveraineté nationale qui est en cause, quand les échanges mondiaux se soumettent aux procès d'intention et à l'insulte, plutôt qu'à la recherche de la compréhension. Mais c'est là où elle devient facteur aggravant. La France, c'est assez terrifiant à dire, est un pays farci de zéloteurs de la francité, de sa grandeur et de sa tradition, de sa non miscibilité avec les barbares européens. La France est l'exemple typique d'un pays où l'ouverture de ce débat aurait des conséquences fracassantes. Pour autant, il ne faut pas l'éviter, mais bien le rechercher.

SG : Nous assistons aujourd'hui à une tension entre modèle fédéral et balkanisation, tant géopolitiques qu'intellectuels. C'est entre ces deux tendances que semble se jouer l'avenir.

MR : La lutte contre la balkanisation a besoin d'un support intellectuel projectif et non seulement défensif. Il s'agit d'une lutte offensive et intelligente, intelligible, et mondialement collective. Ce n'est pas là une réserve que j'exprime, mais un complément indispensable. Pierre Mendès France disait : « On ne saurait faire de la politique sans se répéter ». Je rajoute : « se répéter avec créativité et dans la recherche des solutions salvatrices ».

* *Le Monde n'a plus de temps à perdre : Appel pour une gouvernance mondiale solidaire et responsable*, M. Delmas-Marty, M.W. Doyle, S. Hessel, B. Miyet, E.Morin, R.Passet, M.Rocard, P. Sloterdijk, Ed. LLL, 2012



Est-ce le dernier acte ?

Jean-Claude Carrière

Si nous étions au spectacle, nous nous demanderions : cette pièce va-t-elle durer encore longtemps ? Ou bien sommes-nous près du dénouement ?

Elle a commencé dans la nuit des âges. Aucun de nous ne se souvient vraiment du début. En tout cas, personne n'est d'accord. Ensuite l'histoire s'est lentement développée, enchaînant des milliers d'épisodes divers. La scène a été occupée par les uns, puis par les autres. Et soudainement, il y a peu de temps, l'action s'est précipitée, enchaînant sous nos yeux coups de théâtre et catastrophes.

D'abord le nombre des acteurs s'est multiplié par six ou sept. Combien sont-ils sur scène maintenant ? On ne peut pas le dire. Il en arrive de tous les côtés, toujours plus exigeants, plus péremptaires, plus querelleurs. Personne ne veut laisser une ligne de son texte à l'autre. Et les crimes s'accumulent. L'auteur est peut-être devenu fou .

Plus les personnages sont nombreux, et plus ils se parlent entre eux (ça n'arrête pas), plus ils se plaignent de leur isolement, de leur solitude. Que de lamentations avons-nous entendues ! Que de revendications ! Que de sanglots ! Que de menaces ! De même, et c'est assez étrange, plus ils se reproduisent, recouvrant la terre, plus les déserts s'étendent. Comment expliquer ça ?

Et encore : plus ils multiplient ce qu'ils appellent « les biens », dans des proportions phénoménales, plus on entend s'élever de tous côtés des plaintes de misère et d'abandon.

Et plus la connaissance du monde se précise-elle a connu des résultats grisants au cours du dernier acte -, plus l'ignorance se répand, comme une mauvaise herbe, plus le charlatanisme ouvre de boutiques où la crédulité s'engouffre.

Le toc devient le vrai, Les masques tombent, mais sur une absence de visages.

Que d'étonnements ! Et quelle anxiété ! Le sang coule là, sur la scène. Certains se donnent publiquement la mort, tuant avec eux d'autres acteurs. Nombreux sont ceux qui crient pour crier. Plus nombreux encore ceux qui se taisent, hagards et maltraités, ne sachant pas ce qu'ils font dans cette histoire incohérente. Nombreux aussi ceux qui s'inventent des créatures nuageuses et finissent par croire qu'elles existent. Et qui meurent ou qui tuent sous nos yeux au nom même de ces fantômes.

Adieu raison, adieu vraisemblance et beauté, adieu intérêt dramatique. Même le bâtiment n'en peut plus. Depuis plusieurs scènes, nous entendons craquer les planches du théâtre, nous en voyons chanceler les montants. L'atmosphère, dans la salle, devient irrespirable. Les ouvreuses n'ont même plus eau à nous offrir, ou alors à des prix ! Certains voudraient sortir : toutes les issues sont bloquées. Les scènes devant nous, et autour de nous, semblent se dérouler dans un désordre extrême. Plus personne ne peut les suivre. Certains disent : c'est la fin du théâtre.

Quand comprendrons-nous, quand accepterons-nous l'évidence, que le public et les acteurs ne font qu'un ? Qu'ils dépendent les uns des autres, quelle que soit l'importance de leur rôle ? Que même les souris du sous-sol et les chauves-souris des cintres partagent notre sort ? Que la petite et fragile planète qui nous sert de théâtre tire peut-être ses derniers feux et que le lourd rideau va tomber de lui-même, en pleine confusion, pour ne jamais se relever ?

Mireille DELMAS-MARTY

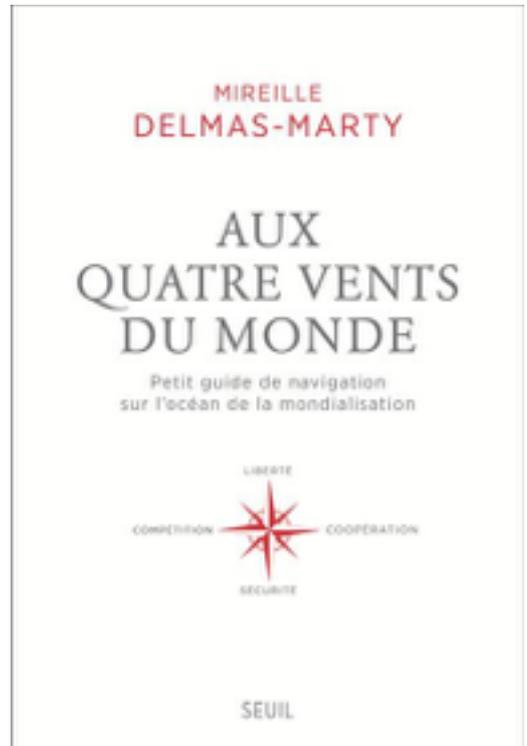
Comment redonner souffle et espoir à l'action politique à l'heure des désenchantements.

Nous vivons dans une société à bout de souffle, à la fois désenchantée et plutôt fière de l'être. Une société où la matière aurait chassé l'esprit, la raison numérisée ne laissant guère de place au rêve.

Placer la réflexion « aux quatre vents du monde » c'est rêver, pour changer le monde, de lui redonner souffle. Mais où trouver le souffle, lorsque les interdépendances croissantes paralysent les États tandis que les interactions de plus en plus complexes entre les différents secteurs de la vie publique (politique, socio-économique, juridique, culturel) semblent neutraliser toute action ? Comment transformer les interdépendances subies en projet commun ?

« En mobilisant les forces imaginantes du droit » répond Mireille Delmas-Marty.

Le livre s'appuie sur des exemples concrets, très ancrés dans l'actualité tels que le terrorisme, l'émigration, le dérèglement climatique et autres problèmes environnementaux. Ce petit guide de navigation fournit cartes et boussole aux femmes et aux hommes de bonne volonté qui n'ont pas renoncé à maîtriser leur destin.



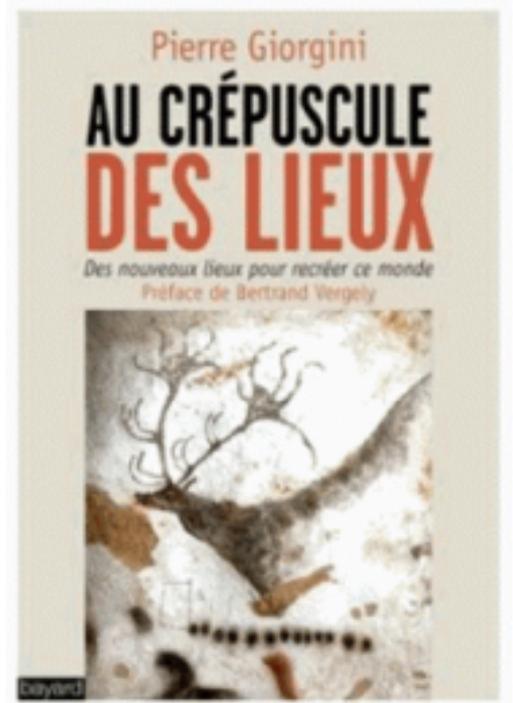
En librairie le 1 septembre 2016

Pierre GIORGINI

Des nouveaux lieux pour recréer ce monde

Ce nouveau livre de Pierre Giorgini s'attaque au concept probablement le plus fondateur de l'âme humaine : le lieu. Il explique comment la transition technoscientifique que nous vivons est en train de bouleverser notre rapport aux lieux, aux espaces, au local... C'est le "crépuscule des lieux" !

Le psychanalyste Jacques Arènes, qui signe une très belle postface, écrit : "Nous avons perdu notre toit" ! Pierre Giorgini pense une fois de plus avec talent la transition : comment inventer des "tiers-lieux", des espaces ouverts et fédératifs, qui associent la création en réseaux et l'enracinement local ?



En librairie le 26 octobre 2016